

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Aimard 15 septembre 2025 - 1,50 €

N° 153

Combien de temps ?

Tandis que 110 000 Britanniques manifestaient à Londres, à l'appel de Tommy Robinson, pour la liberté d'expression et l'arrêt de l'immigration illégale, la France montrait quelque 175 000 « bobos insoumis » se déversant dans diverses villes en attendant que la CGT et quelques autres prennent le relais. Pendant ce temps, la roue politique a continué à tourner, Sébastien Lecornu remplaçant François Bayrou et devenant le cinquième Premier ministre d'un Emmanuel Macron qui ne recueille plus que 17 % d'opinions favorables. La roue économique ne s'est pas non plus arrêtée, puisque l'agence de notation Fitch a réduit la note de solvabilité financière de la France de AA – à A +, ce qui n'est pas très étonnant avec une dette qui s'accroît de 450 millions d'euros par jour et l'absence d'efforts budgétaires.

L'avantage de l'ancien ministre des Armées pourrait venir de sa discrétion. Bien qu'il ait appartenu à tous les gouvernements depuis 2017, 44 % des Français déclarent en effet ne pas le connaître suffisamment pour donner une opinion, ce qui montre l'intérêt accordé par le public à la Défense, dont il est le titulaire, très peu controversé d'ailleurs, depuis un peu plus de trois ans.

Les questions restent multiples à son sujet, en dehors d'une vie privée dont on ne connaît que ses anciennes



aspirations bénefactrices, puisqu'on ignore même s'il est marié. Elles peuvent toutefois s'articuler autour de trois axes. Le plus visible réside dans la configuration politique de l'Assemblée nationale, pas plus favorable pour lui que pour ses deux prédécesseurs et qui reste marquée par l'instabilité et l'imprévisibilité, quand ce ne sont pas l'incohérence et la violence. Le second

concerne sa relation avec le chef de l'État, dont il est très proche et qui va évidemment essayer de l'utiliser pour ses objectifs, même si ceux-ci ne semblent pas très définis. Le troisième se situe dans le contexte général où se trouve la France, qu'il s'agisse des affaires diplomatiques, militaires ou économiques, notamment en ce qui concerne les obligations européennes et les pressions

SOMMAIRE

P. 1 : Combien de temps ?
 P. 2 : La faute à qui ? – L'idée fédéraliste. P. 3 : Lectures. P. 4 : Le juge et son jardin secret. P. 5 : FNSEA. P. 6 : Espace. – 11 septembre. P. 7 : Danemark. – Superman. P. 8 : En attendant le Paradis. P. 10 : Gaël Brustier en route pour la décivilisation.

■ **Gouvernement** : Le 9 septembre, au lendemain de la démission de François Bayrou, le président Macron a nommé le ministre des Armées Sébastien Lecornu, 39 ans, comme Premier ministre.

■ **Dette** : L'agence Fitch a abaissé la note de la France le 12 septembre. Elle passe de AA- à A+.

■ **Grèves** : Les 4 principaux syndicats de fonctionnaires appellent à la grève pour le 18 septembre.

■ **Ingérence** : Des têtes de porcs ont été déposées devant plusieurs mosquées d'Île-de-France dans la nuit du 9 au 10 septembre. Selon les premiers éléments de l'enquête, il s'agirait d'une provocation montée par des agents d'une puissance étrangère... Ces agents, au nombre de quatre, auraient acheté les têtes de cochons en Normandie, et auraient quitté la France pour la Belgique à bord d'un véhicule immatriculé en Serbie.

■ **Vacances** : Se fondant sur le droit européen, la Cour de cassation a jugé, le 10 septembre, qu'un salarié peut reporter ses vacances et poser un arrêt maladie s'il tombe malade pendant ses vacances. Pour la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME), il s'agit d'une décision ubuesque dans un contexte où le nombre des arrêts maladie explose, menaçant l'équilibre du système de sécurité sociale.

■ **Donations familiales** : L'administration fiscale a précisé le 4 septembre les conditions dans lesquelles une donation peut être faite à des enfants, petits-enfants

étasuniennes, sans oublier la présence russe et les ambitions chinoises.

Et il y a les Français. On peut facilement avoir l'impression que tout le monde est à bout, quelles qu'en soient les raisons : les habitants des banlieues, les agriculteurs, les policiers, les enseignants, les professionnels de santé, les salariés, les employeurs, les travailleurs mal payés, les riches, les pauvres, les jeunes, les retraités et tous ceux qui croient encore à quelque chose mais qui voient détricoter leurs croyances, leur nation ainsi que leurs liens familiaux et sociaux. Bien sûr, tout ne va pas mal et demeurent, parfois même se multiplient, des trésors de solidarité et de convivialité. Mais le quotidien est tellement compartimenté, en particulier par les addictions à l'électronique et aux réseaux sociaux, que se raréfient les contacts et, donc, la réflexion comme l'action.

Sébastien Lecornu tiendra-t-il donc jusqu'à la présidentielle dans un an et demi, étant entendu que les municipales de mars 2026 peuvent amener un raz-de-marée dont il faudrait tenir compte ?

Jean-Gabriel Delacour

La faute à qui ?

Devant le déficit budgétaire, certains dirigeants politiques se déchargent de leurs responsabilités sur diverses catégories sociales. Au point de dire n'importe quoi.

Un homme d'État responsable, c'est tout simplement un dirigeant qui répond de ce qu'il fait. Or la tendance actuelle, dans la classe po-

litique, c'est de se poser en victime des écarts de conduite de groupes sociaux nommément désignés.

Peu avant de quitter Matignon, François Bayrou s'est illustré dans cet exercice en accusant les « boomers » d'être responsables et coupables de la dérive des finances publiques. En toute lucidité, le Premier ministre reprenait à son compte l'opposition entre actifs et retraités, cultivée par certains hebdomadaires parisiens dans la perspective d'une guerre de générations. Cette sociologie à la louche contredit l'expérience commune : celle des retraités aisés qui donnent de l'argent à leurs enfants, celle des grands-parents qui s'occupent des petits-enfants et qui permettent à leur mère de travailler et de faire l'économie d'une aide à domicile.

Quant à la catégorie des « boomers », il n'y a pas lieu de s'enervier à son sujet puisqu'elle n'existe pas. On oublie les différences majeures entre les classes sociales. Il n'y a pas plus de 30 % de bacheliers chez les enfants du baby-boom de l'après-guerre. On ne peut donc supposer des points de vue communs qui uniraient pour de mêmes revendications des cadres supérieurs jouissant aujourd'hui de confortables retraites et des ouvriers qui ont travaillé à 14 ou 16 ans et connu de longues périodes de précarité à cause des choix économiques qui ont été faits par le milieu dirigeant.

Pour se défaire de ses responsabilités, on peut accompagner la sociologie à la louche d'une analyse politique à l'emporte-pièce. Ainsi Alain Juppé a récemment pointé la « responsabilité des électeurs » dans l'actuelle confusion parlementaire.

Ces choix divergents, qui peuvent entraîner des conséquences regrettables, sont la caractéristique des régimes démocratiques. Après avoir enfermé les consommateurs dans les contraintes de l'austérité, veut-on obliger les électeurs à choisir ce qui convient aux dirigeants ?

Claudine Uzerche

L'idée fédéraliste

Décidément la régionalisation reste à faire ! Non seulement sur le fond mais encore sur le découpage lui-même. Si celui-ci n'affecte pas – même en Nouvelle-Calédonie – nos entités ultramarines, il pose quelques problèmes sur le continent à, commencer par l'Alsace qui, tôt ou tard, actera une sortie du Grand Est au grand dam des jacobins pour lesquels les « libertés alsaciennes » ne sont que l'antichambre du détricotage de la République. Et pourtant la région Bretagne, présidée par un socialiste semble se laisser séduire par le modèle alsacien. Et ailleurs, en Occitanie, en Nouvelle-Aquitaine autour de métropoles qui acquièrent une dimension internationale ce crée peu à peu une identité régionale et même en PACA malgré sa dualité de capitale. Quant à la Normandie la réunification est incontestée.

Plus important est le débat sur le contenu même des pouvoirs régionaux et il semble que le nouveau Premier Ministre veuille faire de la réorganisation territoriale un axe fort de sa politique. Toujours est-il que les débats sur l'organisation reviennent sur la scène après avoir été totalement occultés par la covid, les retraites

ou neveux pour l'achat ou la rénovation d'un logement principal. Cette possibilité nouvelle et provisoire est ouverte entre le 15 février et le 31 décembre 2026. Elle permet à un bénéficiaire de recevoir jusqu'à 630 000 euros sans taxes, mais est d'une grande complexité, source de beaucoup de contraintes.

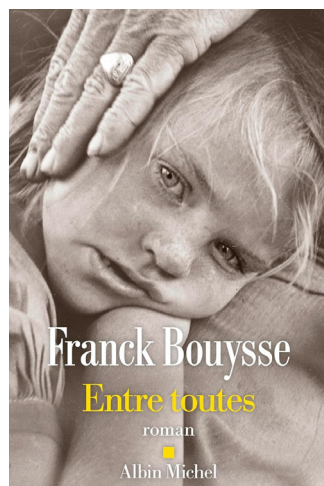
■ **Meurtres** : Un homme de 59 ans, déjà condamné trois fois pour viols, a été arrêté le 10 septembre dans l'affaire de l'assassinat de la joggeuse Agathe Hilaret, 28 ans enlevée et violée en mai à Vivonne (Vienne). L'ADN de la victime a été retrouvé dans son véhicule et le suspect a avoué puis a été mis en examen.

Un réfugié chrétien irakien de 45 ans, circulant en fauteuil roulant, a été égorgé dans la soirée du 10 septembre au pied de son immeuble du quartier Gorge de Loup dans le IXe arrondissement de Lyon.

■ **Réseaux sociaux** : Le rapport parlementaire sur les effets psychologiques du réseau social TikTok sur les adolescents, qui a impliqué 28 députés, a été présenté par la députée Laure Miller (EPR) le 11 septembre. Il préconise l'interdiction des réseaux sociaux pour les moins de 15 ans et un couvre-feu numérique pour les 15-8 ans entre 22 heures et 8 heures.

■ **Informatique** : Le groupe américain Mara, champion mondial du « minage de bitcoin » (production de monnaie virtuelle), est le principal candidat au rachat de la filiale d'EDF Exaion spécialisée dans les supercalculateurs.

■ **Presse** : Le quotidien *Le Parisien-Aujourd'hui en France*, détenu par LVMH



ROMANS

Le monde selon Marie

Marie est partie un jour avant son quatre-vingt-huitième anniversaire, morte à quelques kilomètres de là où elle était née et a toujours vécu. Avec beaucoup d'amour, Franck Bouysse évoque sa grand-mère née en 1912 au lieu-dit les Vieilles Granges dans la campagne corrézienne. Une vie simple, traversée par le fracas du monde : deux guerres, des deuils et des mariages, une payannerie en pleine révolution. Marie a su rester une femme digne, un roc sur lequel s'est bâti ce beau roman familial.

« Entre toutes », Franck Bouysse, Albin Michel, 288 p., 21,90 €.

Les coulisses d'un procès

Nuremberg, 1946. Dans le box des accusés, vingt-deux dignitaires nazis. Dans la salle, des journalistes par dizaines. Il y a là tout le gratin de la presse internationale : Kessel, Dos Passos, Elsa Triolet... les médias n'ont pas lésiné sur la qualité des reporters. Avec une foule de détails, Alfred de Montesquiou



retrace l'effervescence qui entoure ce procès historique : les rivalités entre rédacteurs et photographes, la course au scoop, les traductrices proches du burn-out et les procureurs en quête de reconnaissance.

« Le crépuscule des hommes », Alfred de Montesquiou, Robert Laffont, 384 p., 22 €.

SOCIÉTÉ

Le couple au temps du numérique

Comment s'aime-t-on aujourd'hui quand le numérique remplit nos vies ? La sociologue Marie Bergström a étudié les nouveaux comportements amoureux. Les rencontres en ligne ont explosé. Leur succès tient à leur caractère privé, on choisit son partenaire loin du regard de son entourage, et la vie de couple n'est pas un aboutissement. Les très nombreux sites et applications sont avant tout un « libre marché des rencontres sexuelles ».

« Les nouvelles lois de l'amour », Marie Bergström, La Découverte, 296 p., 12,50 €.



Livres de la rentrée

Près de cinq cents livres viennent de paraître avec une prédominance : la famille, la mère en particulier. Amélie Nothomb, Emmanuel Carrère et d'autres rendent hommage à ces femmes fantasques ou admirables qui ont fait d'eux des auteurs.

Autres sujets : un entretien avec Natacha Appanah, l'univers de Cédric Sapin-Dufour, le portrait d'Anthony Passeron...

« Rentrée littéraire », Lire magazine, septembre 2025, 8,90 €.



REVUE

(propriétaire de l'hebdomadaire *Paris-Match* et des quotidiens *Les Échos* et *L'Opinion* ou encore de Radio-Classique...) serait en vente. Il perd quelque 15 à 20 millions d'euros par an et est en pleine réduction de personnels, Les syndicats sont vent debout contre les rumeurs de rachat par le groupe BOLLORÉ.

■ **Électroménager :** Le distributeur allemand Ceconomy fait l'objet d'une offre d'achat de 2,2 milliards d'euros par le géant chinois JD. com. Comme Ceconomy possède 22 % du capital de Fnac-Darty (derrière Daniel Kretinsky à 28 %), le 10 septembre, le ministère de l'Économie français a demandé à JD.com de s'expliquer dans les 30 jours sur ses intentions.

■ **Gauche :** Les organisateurs de la fête de l'*Humanité* revendiquent 610 000 visiteurs – un record – à la 90^e édition de leur manifestation annuelle qui avait lieu du 12 au 14 septembre sur l'ancienne base aérienne de Brétigny-sur-Orge (Essonne).

■ **Euthanasie :** Des militants de l'association Ultime liberté, âgés de 74 à 89 ans, sont jugés, du 15 septembre au 20 octobre, par le tribunal correctionnel de Paris pour avoir aidé des candidats au suicide à se procurer des barbituriques entre août 2018 et novembre 2020 (une trentaine de décès répertoriés).

■ **Terrorisme :** Trois Toulousaines, de 34, 42 et 67 ans sont jugées à la Cour d'assises spéciale de Paris du 15 au 26 septembre pour appartenance à l'État islamiste et complicité dans les attentats du 13 novembre 2015 à Paris et banlieue.

ou l'immigration. Et c'est le moment que choisi Frédéric Masquelier, maire de Saint-Raphaël pour évoquer le fédéralisme à l'occasion d'un colloque organisé dans sa ville avec la participation du président de la région Corse et la présidente de la Coordination rurale ;

Mais il y a mieux : Un récent sondage de l'IFOP réalisé à la demande de l'association « Régions et Peuples Solidaires » révèle que l'idée fédéraliste a la faveur de 71 % des Français., un résultat que n'attendaient sûrement les militants fédéralistes – au demeurant fort divisés. Il s'agit d'un chiffre tellement inattendu qu'il a pu paraître suspect quant au choix de l'échantillon. Mais il faut chercher ailleurs l'explication et une si profonde rupture avec ce que l'on savait. L'état de l'opinion à l'égard du fédéralisme doit aussi s'analyser comme une rupture de l'opinion avec l'ordre établi, le système institutionnel, et mieux encore avec la philosophie de l'État, ancrée dans la volonté générale avec, pourrait-on dire enfin, avec la République jacobine

Mais il serait trop rapide de faire du recours fédéraliste un retour vers la France monarchique d'Ancien régime, car il fut des fédéralistes républicains comme en témoigne un célèbre débat entre Charles Maurras et Paul Boncour (1903). Il en existe encore comme en témoigna une tribune signée par Jean-Paul Huchon (alors président socialiste de la région Île-de-France) et Gérard Colomb (alors maire de Lyon) faisant explicitement référence à une perspective fédéraliste pour la question régionale. On peut donc dire que, si le débat fédéraliste a toujours été ouvert, ses

racines girondines, voire proudhoniennes, ont prévalu, même à gauche sur un héritage révolutionnaire incarné par les fédérés de 1793 ou de 1871.

C'est en tout cas dans une reconnaissance de la légitimité sui generis des régions, et des corps sociaux que se situe le Mouvement Fédéraliste Français né en 1944. Qu'il suffise de dire ici que la relance d'un débat sur le fédéralisme surgit dans un contexte de déglutition du système institutionnel, de recherche d'un statut différencié pour les France d'Outre-Mer. C'est peut-être le moment de conclure avec le Pr. Robert Hertzog, agrégé de droit public et de sciences politiques, secrétaire général du Mouvement pour l'Alsace (MPA), qui écrit dans *L'Ami Hebdo* : « *Nous sommes devant un intolérable déni de démocratie qui traduit l'autoritarisme du pouvoir central tout en affaiblissant son autorité réelle et en appauvrissant la société. Finira-t-on par le comprendre à Paris ?* »

Joël Broquet

Le juge et son jardin secret

Dans un état de droit qui est encore le nôtre malgré l'instabilité politique et les soubresauts violents de la société et des contestations contradictoires permanentes, la Justice est au centre des institutions et tout ce qui l'affaiblit doit être combattu. Notre Constitution n'évoque qu'une autorité judiciaire. Le général de Gaulle voulait faire savoir qu'il n'y avait que deux pouvoirs : le législatif et surtout l'exécutif avec l'élection du chef de l'État au suffrage universel. M. Macron flotte

mais ne coule pas, pour l'instant. Et ne se passionne pas pour la Justice qui est un monument régalien en péril.

La société a beaucoup évolué. Les Français n'ont plus confiance dans la classe politique qui offre un spectacle lamentable avec des arrangements divers et se défient de la Justice avec ses délais très longs, ses moyens matériels défaillants, son langage abscons, et des magistrats que l'on accuse d'être partiaux. Notamment en matière pénale. Une grosse minorité agissante comme les membres du syndicat de la magistrature qui penche à gauche, veut changer la société sans aucun mandat des citoyens et a choisi de s'intéresser plutôt aux délinquants qu'aux victimes et pas à la nation qui a le droit de se défendre. Les justiciables ne supportent pas de subir des juges qui font connaître leurs croyances et états d'âme et qui par leurs jurisprudences veulent éduquer le peuple selon leurs principes. Ou redresser les injustices sociales.

Et ils s'indignent contre les magistrats qui commettent exceptionnellement des manquements parfois graves de procédure qui entraînent des conséquences dramatiques. Sans sanction véritable pour eux. L'erreur est humaine et les juges croient bien faire en toutes circonstances. La loi complexe peut être un couperet.

Ou en considérant des juges comme étant laxistes pour les affaires de sang qui défraient la chronique et sont en lien avec l'insécurité et la violence exponentielles. À ces sujets je ne partage pas l'analyse de mon excellent confrère Dupond-Moretti et je ne crois pas que certains médias soient irresponsables en parlant de faits qui en-

traînent la peur des Français. Ils ne sont pas comparables des agissements de meurtriers endoctrinés ou non. La plupart se disant déséquilibrés ou possédés, ce qui est une excuse fumeuse. L'homme est responsable de ses actes, sauf exception très rare.

Je n'aborde pas le contentieux civil qui concerne la plus grande partie des justiciables où l'on met rarement en cause les mêmes magistrats. En y ajoutant bientôt l'intelligence artificielle et la justice prédictive. Je ne sais pas si l'introduction de la machine et des algorithmes sera un progrès? Le progressisme n'apporte pas que des bienfaits.

Heureusement la grande majorité des juges remplit ses fonctions avec dévouement et conscience en appliquant la loi bonne ou mauvaise que les parlementaires votent. Et qu'ils n'assument pas ou rejettent si elle ne vient pas de leur camp. L'électoratisme est la priorité. Notre législation est instrumentalisée. On peut mourir de nos libertés infinies.

M. Gérard Darmanin garde des Sceaux le 5 septembre 2025 a fait modifier à juste titre dans le sens de la laïcité le règlement interne de l'école de la magistrature, celle qui forme les juges qui vont officier dans les décennies qui viennent. Toute une nouvelle génération qui constate tous les jours les problèmes à résoudre. Il n'y aura pas de voile possible pour une magistrate ni d'abaya pour un magistrat ni d'ailleurs de signes ostensibles de religion pour tous ou d'appartenance à telle ou telle obédience. Ou courant de pensées. La filière prépa talent qui permet à des étudiants défavorisés ou de quartiers dits

sensibles d'être admis dans les grandes écoles ne doit pas conduire à des débordements ou de l'entrisme culturel sinon culturel particulier. La France est laïque qu'on le veuille ou non. La sphère privée doit rester à l'entrée des tribunaux.

C'est évident sinon le justiciable va se renseigner sur les opinions de son futur juge, pourra le choisir ou le récuser et les jugements et arrêts ne seront plus rendus au nom du peuple français tout entier. Outre l'impartialité qui est demandée aux juges au-delà de leurs convictions personnelles, il y a la nécessité de la neutralité absolue du service public. Et de sa dignité attachée à l'autorité. Aucun affichage qui heurte. Seule la robe noire est autorisée.

Je ne suis pas certain que la décision de M. Darmanin soit définitive. Je ne serai pas étonné que des futurs magistrats contestent l'interdiction et qu'une juridiction annule l'arrêté du ministre courageux. Par exemple au nom de la liberté de croire, d'une discrimination, de l'atteinte à la vie privée ou autre grand principe des droits de l'homme /de la femme ou de la jurisprudence européenne qu'on ne maîtrise pas.

Tout le monde est d'accord pour dire que la Justice est indépendante et doit le rester. On a besoin d'arbitres insoupçonnables qui participent à l'union de la société et qui la rassurent. Depuis de très nombreuses années on débat d'une réforme. Mais on ne dit pas comment on fait en pratique et selon quelle légitimité pour rendre des comptes et à qui, puisque la Justice n'est pas un pouvoir. Les politiques dans le viseur des juges n'osent pas trancher. De même pour le statut des procureurs qui sont sous

la hiérarchie du ministre de la Justice. Ce qui fait douter même si les instructions individuelles n'existent plus.

Les hauts magistrats intègres et compétents aux commandes ne sont pas responsables de l'élaboration de la loi et de l'impéritie des politiques incapables de décider. Il appartient aux promotions de jeunes magistrats qui vivent dans la société actuelle avec des problèmes existentiels nouveaux ou qui ne s'imposaient pas avec une telle intensité il y a quelques années, de bâtir une Justice moderne adaptée aux besoins des Français, sans déni, sans idéologie et dans l'intérêt général.

Voltaire écrit dans *Candide*: « il faut cultiver son jardin ». Que les magistrats fassent pousser des jugements mais ne montrent pas leurs jardins secrets et qu'ils réussissent à apaiser la société. Leur devoir est de prendre de la hauteur. Sans soumission. Que leurs tenues ne soient ni voilées ni ornées de fioritures. Sauf les décorations qu'ils mériteront.

Christian Fremaux

FNSEA

Quelque peu bousculée par la Coordination rurale lors des élections professionnelles agricoles du mois de janvier dernier, la puissante FNSEA tente de remobiliser ses troupes en appelant à des actions dans la France entière le vendredi 26 septembre, comme l'a annoncé le 14 septembre son président Arnaud Rousseau dans les colonnes du Journal du dimanche. Cette forteresse syndicale ébranlée espère ainsi mettre la pression sur le nouveau gou-

vernement, au sein duquel on ne sait pas, à l'heure où nous rédigeons ces lignes, si l'actuelle ministre en charge de l'Agriculture, Annie Genevard (LR), sera reconduite rue de Varenne par Sébastien Lecornu.

Le mécontentement des agriculteurs français a des sources multiples, mais l'accord de libre-échange conclu par la Commission européenne avec les pays du Mercosur, sans réelles garanties, polarise la grogne du monde paysan, tout comme l'importation massive de volailles et d'œufs ukrainiens depuis le début du conflit déclenché par la Russie. De son côté, la Coordination rurale mène des actions ponctuelles depuis la fin du mois d'août. Elle reproche à la FNSEA de ne pas condamner par principe les accords de libre-échange mais d'en déplorer les conséquences. Les deux organisations rivales se retrouvent néanmoins derrière un mot d'ordre commun: sauvegarder la souveraineté alimentaire française.

Jacques Bongrain

La Nation Française hebdomadaire

directeur de la publication :
Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip
60, rue de Fontenay
92350 Le Plessis-Robinson

Siret 418 382 149 00015 Nanterre

N° TVA intracommunautaire
FR21418382149

ISSN 2967-2988

Imprimé par nos soins.

■ **États-Unis** : Charles Kirk, influenceur de 31 ans, père de deux enfants, proche du vice-président J.-D. Vance, a été tué, par un tireur embusqué sur un toit, lors d'un débat sur le campus de l'Utah Valley University le 10 septembre. Il avait 6,9 millions d'abonnés sur Instagram et 3,8 millions sur Youtube et avait fondé le mouvement de jeunes conservateurs Turning Point USA. Le suspect, âgé de 22 ans a été arrêté le 12 septembre, dénoncé par des proches. Bien qu'issu d'une famille mormone républicaine, il vivait en colocation avec un ami transsexuel, ce qui aurait pu lui fournir un motif de tuer le défenseur de la famille traditionnelle.

■ **États-Unis** : Après l'augmentation, le 10 septembre, de 38 % du cours de Bourse du concepteur de logiciels Oracle, champion de l'intelligence artificielle, son cofondateur Larry Ellison, 81 ans, est considéré comme l'homme d'affaires le plus riche du monde (393 milliards de dollars selon le classement du *Financial Times*).

■ **Népal** : Des mouvements de foule contre la corruption et contre le blocage des réseaux sociaux ont été réprimés par des tirs à balles réelles de l'armée. On a compté au moins 72 morts et 600 blessés à Katmandou le 8 septembre. Le couvre-feu est resté sans effet. 12 500 détenus se sont évadés de plusieurs prisons. Le réseau social TikTok a joué un rôle majeur dans la mobilisation des jeunes Népalais de « la génération Z » contre les quartiers des riches. Le Parlement a été incendié, les domiciles de plusieurs ministres attaqués. Le Premier ministre communiste

Espace

La lutte est féroce entre Elon Musk avec SpaceX et Jeff Bezos (Amazon) avec Blue Origin. Même si SpaceX a déjà gagné ses titres de noblesse en réussissant ses tirs vers l'ISS devant Boeing, Jeff Bezos le talonne.

C'est en septembre 2000 que tout commence pour Blue Origin mais le rêve de Bezos est de rendre l'Espace plus accessible pour en faire un lieu de vie et de travail pour des millions de personnes. Pour lui comme pour Musk, il s'agit de trouver les moyens d'abaisser les coûts de lancement avec l'objectif de pouvoir réutiliser les lanceurs.

Il faut attendre le 13 novembre 2006 pour que Bezos réussisse le premier vol démontrant la réussite du décollage et de l'atterrissage vertical. En 2015 sa fusée atteint les 100 km d'altitude. En juillet 2021, il embarque avec son frère et des amis dans la fusée qui dépasse également les 100 km. C'est pour lui le premier vol habité qui ouvre les portes du tourisme spatial. Puis il se lance dans la conception d'une station spatiale avant d'obtenir un financement de la NASA après une guerre avec SpaceX, en mai 2023. En janvier 2025 sa fusée de 98 m franchit le cap de l'orbite et devient un vrai rival de Musk. En avril 2025 il conquiert le marché du Pentagone avant d'envoyer un équipage 100 % féminin dans l'Espace.

Bezos est néanmoins victime de certains incidents notamment sur son lanceur, mais il poursuit avec force sa quête de l'Espace.

Philippe Buron-Pilâtre

11 septembre

Qui peut encore douter que le XXI^e siècle a bien commencé le 11 septembre 2001, lorsque trois avions de ligne ont été détournés par des terroristes du groupe Al-Qaida, provoquant l'effondrement des deux tours jumelles de New York et plus de 3 000 morts ? Le 7 octobre 2023, Israël enregistrait 1 200 morts dans des attentats terroristes du Hamas aux alentours de la bande de Gaza (soit 20 fois plus proportionnellement qu'aux États-Unis). La traque d'Oussama Ben Laden dura dix ans avec deux guerres internationales à la clé en Afghanistan et en Irak. Depuis près de deux ans, Israël continue de se débattre avec le Hamas. L'attaque ciblée de Doha au Qatar le 8 septembre aurait pu signifier la quasi-éradication du mouvement. Elle a été manquée « d'un fil » (téléphonique*).

L'échec israélien est cinglant. Après l'élimination spectaculaire du dirigeant suprême du Hezbollah, l'imam Nasrallah, et de ses principaux assistants à Beyrouth, l'exécution tout aussi remarquable du chef du bureau politique du Hamas, Ismaël Haniyeh, à Téhéran le 31 juillet 2024, l'attaque aérienne sur la capitale du Yémen, Sanaa, le 31 août dernier, en plein conseil des ministres, tuant le premier ministre Houthi et plusieurs ministres, nul n'aurait été surpris par l'opération visant les cinq dirigeants suprêmes du Hamas installés dans la capitale du Qatar depuis 2012 (ils avaient dû quitter Damas se positionnant du côté des printemps arabes contre Bachar el-Assad). D'un coup, leur disparition

aurait été fatale, décapitant la tête du mouvement qui n'aurait plus eu que deux ou trois postes de responsabilité pourvus, une dizaine ayant été tués depuis deux ans. L'initiative était hasardeuse, le succès aurait étouffé les critiques.

Ayant échoué, les condamnations sont unanimes. Sous la surface, les questions demeurent posées. Où le Hamas pourra-t-il encore trouver un sanctuaire ? Rester à Doha ? Trouver une terre de refuge qu'Israël hésitera à plusieurs fois avant de frapper ? La Turquie est dans ce cas. Les services israéliens ont nécessairement des plans de rechange. Question de temps.

Doha a perdu la face, devant sa population, devant ses pairs du Golfe, devant le reste du monde. À quoi a servi sa position médiatrice qui avait conforté son image internationale ? Le Qatar s'était illustré dans la transition qui a permis le retour des Taliban au pouvoir à Kaboul il y a quatre ans. Le résultat est au mieux mitigé. Les progrès dans le retour des otages israéliens ont atteint leurs limites. Le bilan est mince. Tout cela pour quoi ? Ses pairs ne l'ont jamais aimé, ni les Émirats arabes unis qui ne lui ont jamais pardonné de ne pas avoir rejoint la Fédération en 1971, ni l'Arabie saoudite qui ne pouvait accepter son soutien aux Frères Musulmans et le rôle joué en leur faveur par la chaîne Al-Jazira. Entre 2017 et 2021, ils avaient organisé un boycott sévère du Qatar qui a été bien près de sombrer. La base américaine d'Al-Udeida, au centre de la presqu'île, aurait dû être réduite, son objet étant de soutenir la guerre en Afghanis-

tan. Le bail a été renouvelé en 2024 pour dix ans. L'Iran l'avait ciblée fin juin mais avec d'innombrables précautions et de manière purement symbolique. Elle demeure trop exposée. On ne sait encore ce que décidera Trump dans la revue stratégique. Treize mille hommes, c'est peut-être beaucoup. La VIIe flotte est basée tout près à Bahrein. Le Qatar offre-t-il une quelconque valeur ajoutée maintenant que son office a été prouvé inopérant ? Or s'il ne parvient plus à marquer sa différence, son indépendance même pourrait être remise en cause et ses nombreux défauts (Qatargate) exposés.

Dominique Decherf

* Si l'on peut dire... puisque les cibles ont eu la vie sauve pour avoir déposé, afin d'aller prier dans une autre pièce, leurs téléphones portables sur lesquels les missiles réglaient leur tir...

Danemark

Le Danemark, qui veut préserver une identité forte tout en restant ouvert, notamment à ses voisins scandinaves, n'hésite pas à se poser des questions existentielles sur lui-même et son avenir. Très engagé dans la défense militaire du continent, il vient ainsi de choisir des fournisseurs européens pour le plus gros contrat d'armement de son histoire. Il a lancé un réarmement militaire d'envergure avec l'extension de la conscription, la hausse significative des dépenses de défense multipliées par trois en dix ans et un entraînement intensifié à tous les niveaux. Par ailleurs, depuis une vingtaine d'années, il a décidé de contrôler son immigration. Et voici qu'il s'inquiète aussi de ce qui apparaît moins visible mais

qui sous-tend l'action de la nation.

Le ton a été donné au début de l'année par le ministre de l'Éducation, le social-démocrate Mattias Tesfaye, qui a l'habitude d'aborder frontalement les problèmes et ne se gêne pas pour exprimer son opinion. Fils d'un immigrant éthiopien qui lui avait volontairement donné un prénom typiquement danois, il avait auparavant en charge l'immigration, qu'il a fortement réduite. Passant en janvier à un autre registre, il a déclaré à l'hebdomadaire *Weekendavisen* : « C'est bien de se renforcer militairement, mais, s'il n'y a pas un renforcement spirituel équivalent, nous ne garantirons pas la souveraineté et la sécurité du Danemark, de l'Occident et de l'Europe ».

Ce fut ensuite au tour, le 3 avril, de la Première ministre Mette Frederiksen affirmant, à l'université d'Aalborg, à propos de l'effort militaire : « *Nous avons besoin d'une forme de réarmement tout aussi essentielle. Il s'agit du réarmement spirituel.* » Du coup, a été créé le poste de porte-parole gouvernemental chargé du renforcement spirituel, confié à la députée Ida Auken, une théologienne élue depuis 2007 et dotée d'un fort caractère. Elle a immédiatement affirmé : « *Nous devons renforcer la démocratie danoise. C'est l'élément central du renforcement spirituel. Nous devons connaître notre histoire. Nous devons parler de nos valeurs.* » Et d'ajouter : « *Le renforcement spirituel existe à travers bon nombre de nos institutions que nous avons tendance à prendre pour acquises et qui sont sous une énorme pression.* » Elle a ensuite

explicité sa pensée en indiquant que cela concernait notamment l'école publique, l'Église luthérienne d'État et le monde associatif.

Enfin, dans un entretien au quotidien chrétien *Kristeligt Dagblad*, Mette Frederiksen a justement exhorté le protestantisme officiel à ne pas se contenter du rôle d'institution culturelle, mais à redevenir un pilier de la vie nationale. « *Je crois que les gens se tourneront de plus en plus vers l'Église, car elle offre un sentiment naturel de communauté et un ancrage national. [...] L'espace religieux a soutenu les gens à travers de nombreuses crises. Je pense que l'Église découvrira que les temps actuels appellent à retrouver un espace religieux.* »

Jean Étèveaux

Superman

Un fait divers révélateur vient de se produire aux États-Unis. L'acteur Dean Cain, qui incarnait Superman dans la série culte des années 1990 *Lois et Clark* : Les nouvelles aventures de Superman, a exposé qu'il allait rejoindre l'Agence américaine de l'immigration et des douanes [ICE, Immigration and Customs Enforcement] créée par Donald Trump pour contrer l'immigration illégale. Comme au temps où il s'agissait de sauver Metropolis dans la célèbre saga, l'acteur, déjà shérif adjoint et réserviste dans la police, s'est exprimé.

« *Ce pays a été construit par des patriotes qui se sont levés [...] et qui ont fait ce qui était juste. Je crois vraiment que c'est la bonne chose à faire.* » Il n'a pas

KP Sharma Oli, 73 ans, a démissionné. Le Parlement a été dissous. L'ancienne présidente de la Cour suprême, Sushila Karki, 73 ans également, plébiscitée par un référendum sur la plateforme **Discord**, a été nommée Première ministre par intérim (première femme à ce poste au Népal), le 12 septembre par le président de la République Ramchandra Paudel. Elle organisera les élections législatives anticipées de mars prochain.

■ **Israël** : Deux Palestiniens arrivés en auto depuis la Cisjordanie ont tué 6 personnes et en ont blessé 8 autres à un arrêt de bus à Jérusalem Est le 8 septembre, avant d'être abattus par deux Israéliens armés.

■ **Qatar** : L'aviation israélienne a tenté une opération de bombardement ciblé inédite à Doha au Qatar le 9 septembre contre des dirigeants du Hamas. Sans atteindre ses cibles. Le président Trump a déclaré que « cette opération ne sert ni les intérêts d'Israël ni ceux des États-Unis ».

■ **Pologne** : Une vingtaine de drones russes a survolé la Pologne dans la nuit du 9 au 10 septembre. Trois ont été abattus par la chasse polonaise. L'aéroport de Varsovie a été temporairement fermé, l'espace aérien à l'Est du pays a été fermé ainsi que la frontière avec la Biélorussie pendant les exercices militaires conjoints, qui ont commencé le 12 septembre, sous le nom de « Zapad-2025 » (Ouest-2025) et sont censés améliorer la coordination entre militaires russes et biélorusses. Selon l'administration américaine, l'exercice simule la prise de contrôle

du couloir de Suwalki qui sépare la Pologne de la Lituanie et relie (il n'y a pas d'autoroute) Kaliningrad à la Biélorussie. Le gouvernement polonais a demandé à l'Otan l'activation de l'article 4 de l'Alliance atlantique qui prévoit une consultation des alliés en cas de menaces sur l'un d'entre eux. La France a affecté 3 nouveaux Rafales à la protection aérienne de la Pologne.

■ **Roumanie** : La Roumanie a dénoncé le 14 septembre le vol pendant 50 minutes d'un drone militaire russe dans son espace aérien.

■ **Brésil** : Quatre juges de la Cour suprême contre un seul ont décidé le 11 septembre que l'ancien président Bolsonaro, 70 ans, état coupable de tentative de coup d'État. La peine prononcée est de 27 ans et 3 mois de prison. Sept de ses collaborateurs sont condamnés à des peines de deux à vingt-six ans de prison.

■ **Iran** : Selon le ministre des Affaires étrangères iranien, une Iranienne emprisonnée en France pour apologie du terrorisme pourrait être échangée contre trois Français retenus comme otages en Iran.

■ **Indonésie** : Le président Prabowo Subianto a limogé, le 8 septembre sa ministre des Finances Sri Mulyani qui avait été visée par les manifestations anticorruption de fin août.

■ **Danemark** : Le pays a annoncé, le 12 septembre, commander 8 batteries anti-aériennes franco-italiennes SAMP/T pour 7,76 milliards d'euros à AMDBA et Thalès.

caché que, à ses yeux, le Congrès devrait réformer un « système d'immigration défaillant ». Pour lui, Donald Trump « tient ses promesses » et lui-même compte apporter sa part au changement en cours. De toute façon, « nous ne pouvons pas accueillir tout le monde aux États-Unis ».

Il a justifié son engagement par ses antécédents personnels. Certains ont cru alors pouvoir lui rappeler qu'il comptait des ancêtres japonais – l'un de ses grands-pères a même été interné pendant la Seconde Guerre mondiale – et qu'il n'était donc « même pas Blanc ». Mais il se situe dans une autre logique : « Je suis un agent des forces de l'ordre qui a prêté serment [...] et j'ai pensé qu'il était important d'[...] aider à assurer la sécurité de tous les Américains ».

Ce faisant, il se situe dans la tradition étasunienne assurée par des immigrants de toutes origines mais soucieux de légalité et d'ordre. Il y a d'ailleurs de plus en plus d'artistes qui adoptent la même perspective, même si cela peut leur apporter quelques désagréments dans une société où le wokisme essaie d'imposer sa loi. C'est ainsi que l'actrice et productrice Sydney Sweeney, accusée de promouvoir le suprémacisme blanc, a annoncé son adhésion au Parti républicain de Floride.

Précy

En attendant le Paradis

L'événement est passé un peu inaperçu en raison de l'importance accordée à

la canonisation des Saints Carlos Acutis et Pier-Georgio Frassati le dimanche 7 septembre dernier au Vatican mais le vendredi 5 septembre précédent, le Pape Léon XIV a inauguré, à Castel Gandolfo, le Borgo Laudato Si' consacré à l'écologie intégrale.

En dépit d'un agenda chargé, la date n'avait pas été choisie au hasard, coïncidant à la fois au dixième anniversaire de l'encyclique du Pape François consacrée à la préservation de la maison commune et au Temps de la Création, institué il y a dix ans par le même pape entre le 1er septembre, Journée mondiale de prière pour la sauvegarde de la Création et le 4 octobre, fête de Saint-François d'Assise. En outre, cette inauguration, composée d'une liturgie de la parole et d'une bénédiction solennelle, s'est pleinement inscrite dans les célébrations du Jubilé de l'Espérance.

C'est sous le regard de la Vierge de Guadalupe que le pape Léon XIV a présidé la cérémonie marquant l'aboutissement d'un projet initié par son prédécesseur. Le Borgo Laudato Si' trouve, en effet, son origine dans la volonté du Pape François, en 2023, de créer un site pilote où les valeurs de respect de la Création et de solidarité humaine soient vécues et transmises, en particulier à travers l'éducation environnementale et la prise en compte des plus vulnérables, en se rappelant que l'encyclique Laudato Si' s'inscrit dans le magistère social de l'Église.

Installé sur l'ancienne résidence d'été des papes, le Borgo Laudato Si' s'étend sur 55 hectares, composés de 35 hectares de jardins historiques et de 20 hectares

de terrains agricoles et de biodiversité. On y retrouve ainsi 3 000 plantes issues de 300 espèces différentes mais aussi des espaces dédiés à la formation, à la production biologique, à l'économie circulaire et à la culture régénérative, le tout dépendant du Gouvernorat de l'État de la Cité du Vatican.

Au sein du domaine se tient la « chapelle naturelle », petit écrin de prière où trône, devant une paisible mare dotée de poissons par Benoît XVI, une statue japonaise de la Vierge Marie. C'est en ce lieu que le Pape Léon XIV a célébré sa première messe pour la Création le 9 juillet dernier.

Le Père Fabio Baggio, directeur du Centre et parallèlement sous-secrétaire de Dicastère pour le service du développement humain intégral explique que, « suivant l'exemple de saint François, le Borgo est une maison pour tous, en particulier pour ceux qui vivent en situation de fragilité, un lieu où les limites, la douleur, l'échec peuvent devenir la pierre angulaire sur laquelle construire un modèle de communauté inclusive ».

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la première activité de formation lancée par le Borgo a été un cours pour jardiniers et gardiens d'espaces verts destiné à des personnes en situation de vulnérabilité, réfugiés et migrants, personnes handicapées, anciens détenus, femmes ayant subi des violences et jeunes et adultes sans emploi.

Le Borgo se veut, par conséquent, un signe concret de l'engagement pour la sauvegarde de la maison commune prônée par l'encyclique Laudato Si'. C'est aussi un modèle que

la Vatican souhaite voir essaimer dans le monde entier en servant de référence pour les diocèses et les communautés religieuses désireux de promouvoir une véritable « conversion écologique ».

Dans son homélie, le pape Léon XIV a souligné que « la sauvegarde de la Créa-

tion représente une véritable vocation pour chaque être humain, un engagement à accomplir dans la Création même, sans jamais oublier que nous sommes des créatures parmi les créatures et non des créateurs », concluant son propos en indiquant que « le Borgo est

une semence d'espérance, (...), une synthèse de beauté extraordinaire où la spiritualité, la nature, l'histoire, l'art, le travail et la technologie entendent coexister en harmonie ».

Une préfiguration, en quelque sorte, du Paradis !

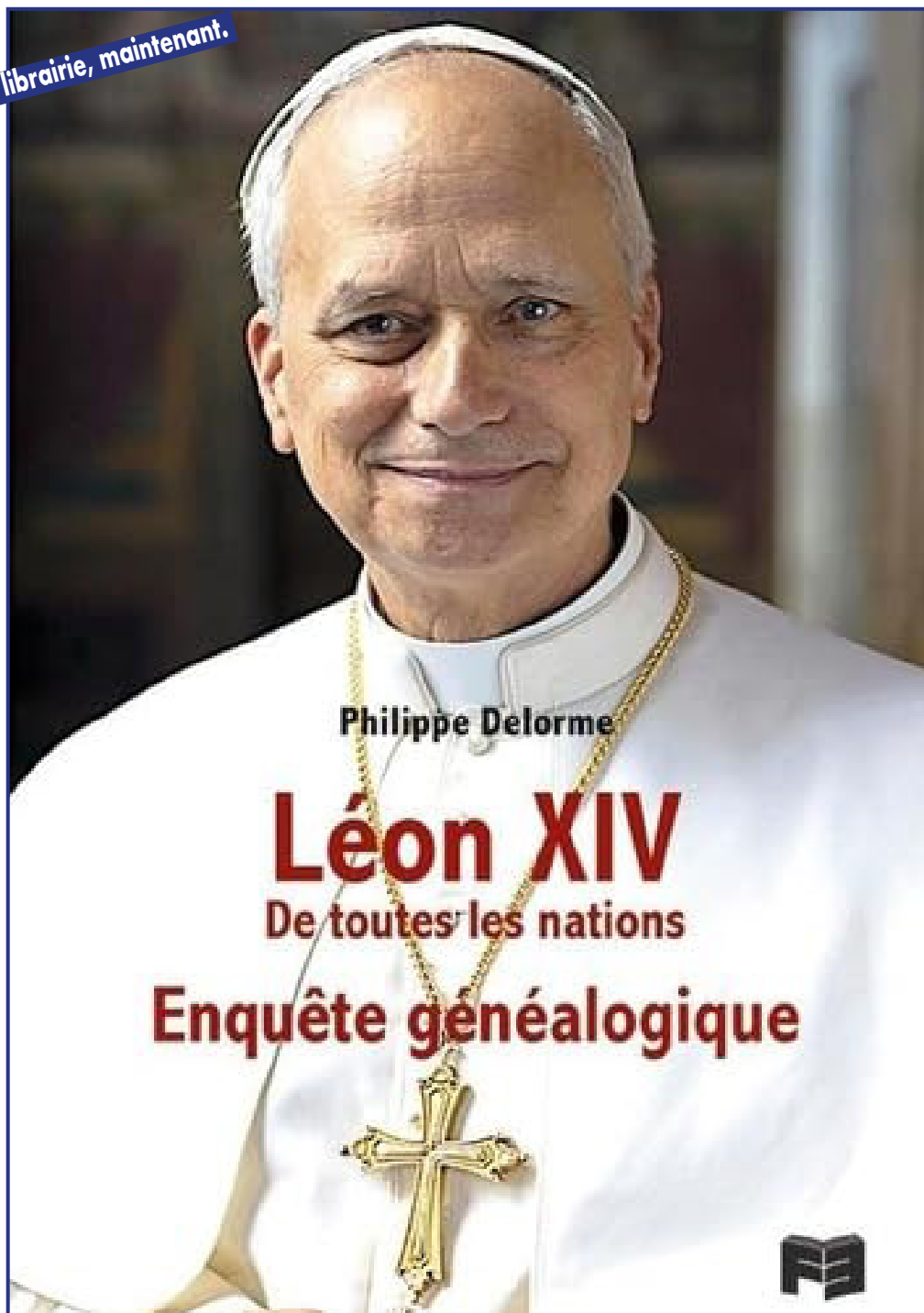
Fabrice de Chanceuil

■ **Australie :** En août, le gouvernement australien avait commandé, pour 5,2 milliards d'euros, 11 frégates Mogami au Japonais Mitsubishi, dont 8 seront construites en Australie. Le 10 septembre, il a annoncé la commande, pour 960 millions d'euros, de drones sous-marins Ghost Shark au constructeur américain Anduril. Le 14 septembre, il a lancé un programme de 6,8 milliards d'euros sur dix ans pour rénover le chantier naval sécurisé de Henderson (près de Perth, États d'Australie occidentale) afin de pouvoir y accueillir ses 3 futurs sous-marins Virginia à propulsion nucléaire prévus par le pacte Aukus signé avec les États-Unis et la Grande-Bretagne en 2021. Il y a cependant un doute sur la capacité des États-Unis à tenir le délai prévu de 2032 pour la livraison de ces sous-marins rendus urgente par la rapide montée en puissance de la marine militaire chinoise.

■ **Grande-Bretagne :** À l'appel de Tommy Robinson, fondateur de la Ligue de défense anglaise, au moins 150 000 personnes ont manifesté à Londres le 13 septembre pour la liberté d'expression et contre l'immigration sauvage.

■ **Espagne :** Parti du Turin (Italie) le 23 août, le tour d'Espagne cycliste, la Vuelta, a été perturbé sur 5 de ses 21 étapes par des militants propalestiniens protestant contre la participation de coureurs israéliens. Le 14 septembre, l'arrivée a été définitivement arrêtée à 56 km de Madrid. Les manifestants ont reçu le soutien du Premier ministre socialiste Pedro Sanchez qui leur a dit son « admiration ».

En librairie, maintenant.



Éditions France-Empire, Salvator-diffusion.

Quelques balises sur une route

Nous vivons un moment de crise sociétale qui a commencé avec la crise financière de 2008, du temps, pour nous Français, de la présidence de Nicolas Sarkozy et qui a connu les développements que nous avons en mémoire sous les présidences Hollande et Macron. Le politologue Gaël Brustier ne prétend pas avoir la clef de nos problèmes. Il se comporte en volcanologue, dont le rôle « *n'est pas de prédire l'événement, mais d'en circonscrire les éléments de probabilité, d'en dire la possibilité et la potentielle ampleur ou gravité.* » Or cette dernière n'est rien d'autre qu'un processus de « *décivilisation* » qu'il décrit avec des images très fortes.

Pour resituer dans le temps long ses constats actuels, l'auteur fait passer sa précise connaissance des faits politiques contemporains au filtre, notamment, des analyses du théoricien marxiste Antonio Gramsci (1891-1937), Italien de Sardaigne, victime du fascisme, icône de tous les penseurs qui veulent subvertir la société capitaliste par un combat « *métapolitique* » (jusqu'aux tenants de la Nouvelle Droite française ou italienne) et de Norbert Elias (1897-1990), juif allemand de Breslau, philosophe et sociologue dont l'ouvrage sur *Le processus de civilisation* lui a donné tardivement une immense notoriété et large postérité.

Gaël Brustier commence par les États-Unis, « *l'épi-*

centre de la crise », en resituant le phénomène trumpiste sans tomber dans l'économisme et l'idéologisme, deux travers qui masquent ce qu'ils pensent expliquer. Il y reviendra après avoir ausculté l'Europe politique, avec la difficulté que les « *invariants* », les certitudes qui constituent le « *sens commun* » partagés par les peuples ne sont pas tout à fait les mêmes en Italie, en Espagne ou au Royaume-Uni... Mais les résultats, suivant un rythme différent, sont plus ou moins les mêmes : « *L'Europe a été la première victime d'une sécession démocratique des groupes sociaux élitaires et des groupes sociaux populaires* » qui va jusqu'à la crise de régime. Un troisième chapitre est justement consacré à notre « *V^e République défigurée et hoquetante* ». C'est là qu'on explique ce qu'est un régime et qu'on s'en réfère aux marxistes Gramsci mais aussi Lénine et Boukharine, à leurs théories de la lutte des classes. Avant de passer à une « *étude de cas* », de ce que Gaël Brustier connaît le mieux : la déliquescence du Parti socialiste français. Il développera un peu plus loin les conséquences du « *discrédit des années Mitterrand* » qui, selon l'historien Mathias Bernard, « *est à la hauteur des attentes que les contemporains avaient placé en cette décennie censée préparer la France aux enjeux excitants du passage à l'an 2000* » mais qui n'ont abouti qu'à un ralliement au

libéralisme (le vieil Yves Montand et Bernard Tapie de l'émission « *Vive la crise* ») et à l'argent.

Retour à Gramsci pour constater, en un 4^e chapitre, la fin du roman « *national-populaire* », une culture dans laquelle le peuple pouvait se reconnaître. Les intellectuels et élus de la gauche radicale espagnole (comme Pablo Iglesias et autres membres de Podemos) en firent grand cas quand ils étaient aux portes du pouvoir. Mais en France, il fut plutôt incarné par ce Bernard Tapie qui, bénissant à la toute fin les Gilets jaunes, n'en finit pas d'aligner les contradictions. Et il est transmis encore récemment au monde entier sous forme du spectacle « *woke* » – et considéré comme incongru dans de nombreux pays – des derniers jeux olympiques. Quand la prétention à délivrer un message universel ne fait que consacrer une certaine provincialisation de la France désarmée dans « *le magma idéologique mondial* » (5^e chapitre consacré en partie aux Gilets jaunes – comme « *parfait envers du rêve français modelé depuis 1965 et les Trente Glorieuses...* » – comparés à leurs cousins italiens, les grillini du Mouvement Cinq Étoiles...). Gaël Brustier analyse ensuite sans concessions les dérives antisémites de la gauche radicale française ou internationale – en donnant envie de revoir le documentaire que Barbet Schroeder a consacré à M^e Jacques Vergès, *L'Avocat de*

la Terreur. « *La présence de drapeaux palestiniens dans la plupart des rassemblements (mégabassines, Lyon-Turin, A69, contestation du tourisme de masse à Venise, etc.) fait de ce drapeau un signifiant vide...* » pour les militants, mais suffisant pour leur ôter « *toute lucidité et toute capacité de discernement* ». Le summum de la stupidité, au point qu'on pourrait penser à une blague, étant le mouvement « *Queer for Palestine* ». « *Pour cette gauche-là, la victime par essence est le Palestinien, la religion des pauvres et des opprimés est l'Islam : ce qui permet de passer allègrement d'une génération à l'autre, du soutien au nationalisme palestiniens laïc au soutien au Hamas ?* » et à l'antisémitisme sur fond d'inculture abyssale (le député LFI Louis Boyard). Dans un autre genre, les Britanniques dont Jeremy Corbyn, marxiste qui fait campagne dans les mosquées. Les Italiens ont eu Matteo Salvini et sa Lege qui n'hésita pas à tenter de gouverner avec le Mouvement 5 étoiles, avant de laisser la place à Giorgia Meloni, ce qui fut, selon Gaël Brustier, non pas le triomphe du post-fascisme, mais la restauration de la politique. Il développera cette idée en conclusion de son 8^e chapitre : « *Le moment Meloni : Les thèses de Trieste* ».

Comment le phénomène Macron s'insère-t-il dans ce kaléidoscope ? C'est ce qu'on laissera le lecteur avoir le plaisir de décou-

descendante

par Frédéric Aimard

vrir en apprenant les règles du « jeu des sept familles du macronisme » considéré comme « le syndic de défense, l'ultime d'ailleurs, des fondamentaux de la V^e République » mais vidés de leur sens et dans une sorte de « Jour sans fin » où « le surplace du débat public développe les morbidités de notre vie politique et contribue puissamment au déploiement de l'anti-intellectualisme. » (6^e chapitre). Cela nous vaut une savoureuse description du rôle « indispensable » de chaque réseau social (Facebook, X, Instagram, TikTok...) dans l'affirmation de chaque homme ou femme politique au prix d'une « amnésie antérograde ».

Le 7^e chapitre de cette analyse minutieuse explique comment le polémiste de télévision a tué l'intellectuel, détruisant toute hiérarchie dans les sujets abordés, chacun développant un « savoir fait maison » peu fiable. Il en découle une « brutalisation du débat public, qui ne peut qu'en susciter d'autres ». Et l'auteur d'analyser certaines causes les mouvements de contestation récents. Cela nous vaut aussi le portait d'un « Mélenchon ou l'anti-Gramsci » sur fond de délégitimation de toute sociologie scientifique.

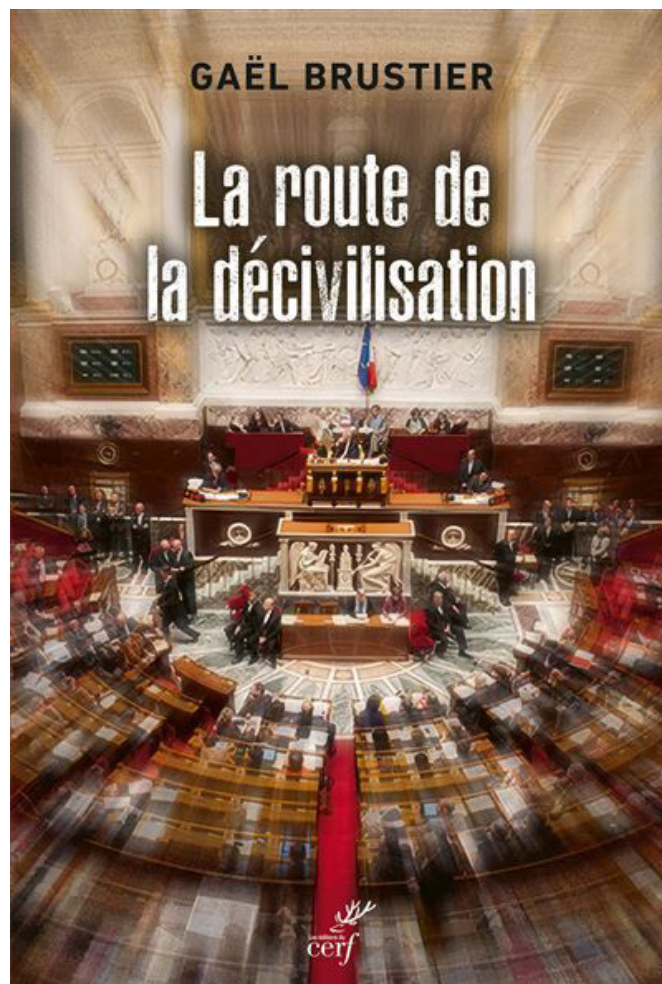
Le 9^e chapitre tente une géographie médiatique, sous une citation de Trotski avec un sous-titre maurassien – « Séparation du pays idéalisé et du pays réel » – précisés par une notion gramscienne : « La projec-

tion médiatique de la réalité du pays, plaque sur celui-ci les goûts de ce que Gramsci appelait « la société des cultivés ». Émerge l'idée fausse d'une société tout entière tournée vers les loisirs, l'art culinaire et le « bien être ». La télévision est un domaine dont Gaël Brustier est un fin connaisseur. En conclusion de quelques lignes tranchantes sur la place du Festival d'Avignon dans le monde culturel français, il cite un ancien Premier ministre québécois : « Méfiez-vous des gens qui disent aimer le peuple mais qui détestent tout ce que le peuple aime. » Et Gaël de ponctuer cela d'une remarque qui ne surprend pas : « L'intellectuel gramscien est plus ouvert en la matière que la classe cultivée actuelle. »

La séparation des intellectuels et du peuple

Son chapitre 10 revient sur l'échec des alternatives de gauche, entre autres sur le mouvement « Nuit debout » (avril 2016) pour rebattre à nouveau le fer : « Nous nous trouvons dans une situation comparable à celle de l'Italie du XVI^e jusqu'au début du XIX^e siècle, décrite par Gramsci : la séparation des intellectuels et du peuple. »

Avec le chapitre 11, Césarisme, ça ne rigole plus. Et de rappeler que l'épisode du Covid-19 donna lieu à un spectaculaire césarisme sanitaire dont il est résulté une anesthésie prolongée de la



vie sociale. Et aussi un développement rapide des trafics de drogues analysé dans un chapitre 12 comme un fait social total, qui reconfigure des pans entiers de la société et la conception du monde de chacun... Il y a là matière à un livre séparé...

Le chapitre 13 est pour ainsi dire le morceau de bravoure de ce livre, consacré aux controverses autour de l'œuvre de Norbert Elias, d'abord relativement à la montée du nazisme comme plus haut moment de décivilisation européenne, puis à la pertinence du système « éliassien » pour passer au crible le phénomène de l'intégration européenne (qui peut diverger du processus de civilisation !). Gaël Brustier ne croit pas trop à « l'État post-nation » ni aux « États-Unis d'Europe ».

En conclusion, il nous répète que son livre n'est pas « une véritable théorie générale de la crise » mais « offre des phares et des balises dans le brouillard de quinze ou vingt années de crises

multiples ». Exactement ce dont on a besoin pour prendre la mesure du « recul intellectuel et culturel majeur » qui accompagne la crise. Fin pessimiste donc. Quelques pages nostalgiques sur les années de jeunesse (1992-2005) découvrent tout un monde intellectuel qui n'a jamais pu faire école : « des intellectuels traditionnels intéressants mais impuissants. De quoi occuper de longues soirées d'hiver utilement ». Il y a encore trois post-scriptum qui ouvrent des horizons stimulants à un vrai débat. Tel que sans doute il s'amorcera mercredi à la librairie Gay-Lussac (voir page suivante) avec Bertrand Renouvin et la NAR (appelés à la rescousse en page 284 comme héritiers des « Politiques » dont on a toujours besoin pour mettre fin aux guerres de Religion, au XVI^e siècle, comme aujourd'hui...). Les toutes dernières lignes sont une proclamation de foi conservatrice et autogestionnaire ! Un intellectuel en liberté ! ■

La librairie Gay-Lussac accueille

Gaël Brustier



pour son essai

La route de la décivilisation

Cerf, 320 pages, 22 euros.

Ce mercredi **17 septembre 2025**

au **49, rue Gay-Lussac - 75005 Paris**

À partir de 19 heures :
vente et **dédicace de son livre.**

De 20 heures à 21 heures 30 :
entretien animé par Bertrand Renouvin
(participation aux frais 5 euros - gratuit pour les acheteurs du livre).